



« CHOC DES SAVOIRS » : POURQUOI CE REFUS ?

Depuis plusieurs mois maintenant, les personnels de l'Éducation nationale mais aussi les parents d'élèves sont mobilisé-es contre la réforme dite du « Choc des savoirs ». Une réforme devant rentrer en application à la rentrée prochaine pour les classes de 6ème et de 5ème et qui comporte comme principale mesure la mise en place de groupes de niveau en Français et Mathématiques. Une mesure qui va incontestablement renforcer un peu plus la dimension de reproduction sociale du système scolaire tout en contribuant aussi à la casse du service public d'éducation et en particulier du collège unique.

Nous ne voulons pas trier nos élèves !

Les bons d'un côté, les mauvais de l'autre. Cela traduit une vision du monde et de notre société qui ne nous convient pas. La mise à l'écart des enfants ayant des difficultés scolaires, qui sont souvent les enfants d'origine sociale plus modeste, renforce les inégalités. L'école ne doit pas être le lieu de la reproduction des inégalités sociales mais au contraire un lieu qui permet d'y remédier. Nous défendons un autre collège, un collège qui aurait les moyens de faire réussir tous les élèves, étudiant ensemble pour apprendre à faire société afin de réduire les déterminismes sociaux et scolaires.

Nous voulons le bien-être de tous nos élèves !

La répartition en groupes de niveau aura un impact sur la perception que les enfants ont d'eux-mêmes. Comment se sentir bien à l'école quand on porte l'étiquette d'élève faible ? Les élèves les plus en difficulté risquent d'être stigmatisés et leur estime d'eux-mêmes dégradée tandis que les élèves les plus performant-es pourront se retrouver dans l'hyper-compétition à une époque où le stress lié à l'école est en progression. Comment mener la lutte contre le harcèlement « grande cause nationale » dans ces conditions ?

Nous voulons que le collège reste un lieu où les élèves apprennent à vivre ensemble !

Nous tenons à l'hétérogénéité de nos classes. Le cloisonnement des élèves en difficulté et des élèves performant-es ne permettra plus le travail coopératif, la

solidarité, l'entraide qui sont bénéfiques pour les élèves en difficulté mais également pour les élèves en réussite. Nous défendons et croyons en l'idée que chacun-e peut apporter à autrui. Les études montrent bien que les « fort-es » ne s'améliorent pas beaucoup plus dans des groupes de niveau et que les « faibles » risquent de devenir encore plus faibles.

Nous ne voulons pas la fin du groupe classe !

La répartition en groupes de niveau ne permettra plus une cohésion de classe. Les élèves pourront se retrouver dans au moins 3 groupes différents sur une demi-journée. Nous savons que les élèves entrant en 6ème ont déjà besoin de temps pour s'adapter au changement de rythme que constitue l'entrée au collège. Avec les groupes de niveau, ils ne pourront plus s'appuyer sur le groupe classe. Ils changeront de camarades parfois heure par heure. Il en sera de même pour les classes de 4ème et de 3ème à la rentrée 2025. La fin du groupe classe rendra également difficile voire impossible les projets de classe menés par les enseignant-es. Aussi, c'est la mission de professeur principal, nécessaire au suivi des élèves, qui est mise à mal puisque les enseignant-es n'ayant plus de classe entière ne connaîtront pas tous les élèves. Ces conséquences ont déjà eu lieu suite à la réforme du lycée et nous connaissons les effets délétères, notamment l'isolement, que peuvent connaître nos lycéens et les difficultés rencontrées par les enseignants dans le suivi et l'orientation des élèves.

Pour toutes ces raisons, la poursuite de la mobilisation contre ce funeste projet est fondamentale, en cette fin d'année comme à la rentrée prochaine si nécessaire ! Multiplions les formes d'actions : journées de grèves, reconduction de la grève, opération « collège mort », manifestation avec les parents d'élèves, désobéissance et refus de mettre en œuvre la réforme ou sabotage de ses modalités d'application. Ni l'intimidation, ni la répression de la hiérarchie ne doivent entamer notre détermination à défendre un service public de qualité, égalitaire et émancipateur ! Prenons exemple sur le 93 qui, fort d'une importante conscience sociale, mène une lutte exemplaire depuis des semaines en reconduisant le mouvement et en ne lâchant rien !

SNU : L'ÉDUCATION COMME ANTICHAMBRE DE RECRUTEMENT DE L'ARMÉE

Ça y est ! C'est parti ! Dans le cadre de la « reconquête du mois de juin », les élèves de seconde doivent dès cette année accomplir à partir du 17 juin prochain deux semaines de stage d'observation en entreprise, dans l'administration ou au sein d'une association, ou alors participer au séjour de cohésion du SNU, le Service National Universel. Comme en troisième, les enfants de classes moyennes et supérieures vont certainement trouver un stage via le réseau familial, mais les élèves des classes populaires risquent fort de se retrouver encasernés au SNU !

Le séjour du SNU, effectué en uniforme et souvent encadré par des militaires, est rythmé par des rituels empruntés à l'armée : « levée des couleurs » comme chant de la Marseillaise. Certaines encadrantes introduisent le maniement des armes et initient aux techniques de combat. 37% des inscrits ont un lien familial avec l'armée ou la police. Si l'objectif de donner à voir des enfants modèles qui marchent au pas et obéissent est atteint, celui de la mixité sociale et du brassage des publics ne l'est pas du tout.

Afin de généraliser le SNU, une des trouvailles du gouvernement est le label « classe engagée ». Une prof-e peut demander que sa ou ses classes de seconde

générale et technologique et de première année de CAP soient labellisées. La labellisation « classe engagée » doit nécessairement être votée en conseil d'administration, ce qui peut être un moyen de s'y opposer ! Cela donne le droit à 1 000 euros de budget par classe, ainsi qu'une rémunération supplémentaire pour l'enseignant-e pouvant aller jusqu'à 1 250 euros. En échange, les élèves devront faire le séjour de cohésion, le ou la prof-e n'étant pas tenu-e de les accompagner. Les 1 000 euros de budget pour la classe peuvent paraître un peu pâlots pour motiver un établissement à jouer le jeu de l'armée. Mais c'est sans compter sur la misère dans laquelle les lycées ont été plongés. Si on ajoute le bonus promis aux élèves sur Parcoursup, il n'est pas exclu que ce chantage aux moyens fonctionne.

Le SNU combiné aux uniformes à l'école devraient coûter cinq milliards à l'État. L'institution trouve donc du fric et des postes quand il s'agit d'engager des réformes réactionnaires et anti-pédagogiques mais n'a rien à proposer pour alléger les classes ou assurer les remplacements.

INCLUSION? PAS DE MOYENS, MÉPRIS DES ÉLÈVES, ESSORAGE DES PERSONNELS

Du côté de l'inclusion, le carnage continue, le mépris des personnels aussi. Les AESH sont toujours payé-e-s des cacahuètes et semblent condamné-e-s au statut de précaires à vie. Pire, comme l'État ne trouve personne pour ce boulot harassant payé des miettes, il prévoit de créer un statut d'accompagnant-e à la réussite éducative (ARE). Derrière ce nouvel acronyme, une nouvelle régression. Le dispositif « disruptif » qui doit permettre à ces collègues d'atteindre le SMIC est le suivant : travailler plus pour gagner de quoi survivre en faisant tout et surtout n'importe quoi. Les métiers d'AESH et d'AED ont des spécificités et ne sont pas interchangeables. Pour faire des heures, les ARE seront donc employé-e-s 10 heures par jour pour atteindre un 35 h annualisé.

Les AESH encore en poste malgré les conditions d'exercice indignes qui leur sont faites voient leurs prises en charge se multiplier avec la « mutualisation ». On voit, dans nos classes, des élèves handicapé-e-s en souffrance du fait du manque de moyens alloués (moyens humains, moyens matériels, formations) et de ses conséquences sur les possibilités d'accompagnement

de groupes classe composés d'élèves aux profils divers. De plus, avec le projet de réforme du « Choc des savoirs » et la mise en place de groupes de niveau au collège, les élèves bénéficiant de PAP risquent pour une grande majorité d'être systématiquement mis dans les groupes des faibles. La mise en place des groupes de niveau rendra également difficile le déploiement et le suivi par les AESH. Les cours seront organisés en barrette, l'aide individuelle apportée sera fortement contrainte.

Bien sûr, nous ne pouvons que partager la revendication qui veut abolir l'enfermement des personnes handicapées dans des institutions spécialisées et donc séparées. Mais nous vivons aussi la violence que constitue l'accueil des élèves porteur-euses de handicap, notamment TSA, dans des espaces collectifs qui les agressent. La revendication des moyens est cruciale mais elle laisse ouverte la question d'un accueil inconditionnel de tous les enfants dans un milieu particulier qu'est le milieu scolaire afin de faire une école accueillante et épanouissante pour toutes et tous.



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant-e-s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanent-e-s et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun-e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

